

Joseph Déjacque

**Autour de
La question révolutionnaire**

(1852-1861)

MUTINES SÉDITIONS



Mutines Séditions
c/o Bibliothèque Libertad
19, rue Burnouf
75 019 Paris
<http://mutineseditions.free.fr>
mutineseditions@riseup.net

© NO COPYRIGHT
Aucun droit, aucun devoir

janvier 2011

Impreso en: Publidisa
Depósito legal:

Déjacque

ou la passion anarchiste

*« Chaque jour ajoutait un deuil à notre deuil ;
L'image du veau d'or tapissait chaque seuil ;
C'était le dieu d'alors, et l'unique croyance,
Le talisman qui seul donnait force et puissance »¹*

Joseph Déjacque naît le 27 décembre 1821 au cœur du Paris populaire, dans le faubourg St-Antoine. Louis XVIII, le frère de Louis XVI décapité en 1793, gouverne encore le pays pour trois ans. Un autre de ses frères, Charles X, lui succédera jusqu'en 1830.

Très tôt orphelin de père, Déjacque poursuit des études primaires à l'école Salives de la rue Lenoir (aujourd'hui d'Aligre), où sa mère travaille comme lingère pour arriver à payer sa pension. Entré en 1834 à l'âge de 12 ans comme apprenti en commerce de papiers-peints dans une manufacture de la rue Lenoir, il devient de 1839 à 1841 commis de vente chez un négociant du boulevard des Capucines. Cela fait alors neuf ans que l'écrasement des *Trois Glorieuses* de Juillet 1830² a amené au pouvoir Louis-Philippe, rejeton d'une autre branche de la famille royale. En 1841, tandis que sa mère est désormais gouvernante à Montrouge chez un marin en retraite, Déjacque s'engage à son tour dans la Marine. Il découvre les mers d'Orient (peut-être à bord de la frégate le *Calypso*), mais surtout l'autoritarisme militaire.

Quinze ans plus tard, le bilan de cette expérience sera résumée en deux mots dans son journal *Le Libéraire* (n°5, 31 août 1858) :

- *Un chef a toujours raison*
(*Paroles d'un capitaine de corvette à un matelot*)
- *L'autorité a toujours tort*
(*L'ex-matelot*)

De retour à la vie civile en 1843, Déjacque exerce toujours comme commis à appointements dans un commerce de papiers peints et veloutés, rue Louis-le-Grand. Ses employeurs successifs le décrivent «*d'une fierté et d'une indépendance excessives*», jusqu'à ce qu'une violente dispute avec son dernier patron mette fin en 1846 à toute possibilité de travailler comme vendeur. Il ne trouvera plus, désormais, d'autre tâche que celle d'ouvrier-colleur ou peintre. Cette année-là est aussi le début d'une crise économique mondiale, qui voit le chômage et la mortalité augmenter. En 1847, des révoltes éclatent dans plusieurs bassins industriels, comme à Tourcoing, Lisieux, Mulhouse, Amiens ou Roanne, tandis que les mauvaises récoltes de 1846 entraînent des disettes à la campagne. Enfin, la guerre de conquête de l'Algérie s'éternise depuis bientôt dix-sept ans dans une indifférence générale, tout en commençant à grever sérieusement le budget de l'Etat. Souvent sans travail après son renvoi, Déjacque qui a 25 ans en 1847, écrit ses premières poésies sociales.

Février 1848

«C'est impossible ! dira-t-on. Mais qu'on y prenne garde ! ce mot n'est pas d'aujourd'hui, il est d'hier. Il n'y a d'impossible aujourd'hui que la royauté, l'aristocratie, que l'inégalité, que l'esclavage»

Michel Bakounine, Lettre à *La Réforme*, 13 mars 1848

Succédant à plusieurs insurrections de 1831 à 1834 (qu'on pense par exemple aux Canuts de Lyon), celle qui explose à Paris en février 1848 abat finalement la monarchie de Louis-Philippe. Le 22 février, des barricades se dressent dans les faubourgs et les quartiers ouvriers. Les premiers postes de garde sont assaillis, des magasins d'armes pillés et des casernes attaquées. Les insurgés affrontent 31 000 soldats et 4000 gardes municipaux (les flics de l'époque). Au matin du 23, les barricades gagnent le centre de Paris. Une partie de la garde nationale (commandée par des bourgeois) reste neutre ou fraternise, l'autre recule. Le roi offre le commandement général des troupes au maréchal Bugeaud, ex-gouverneur boucher de la colonisation en Algérie, et massacreur de triste mémoire de la rue Transnonain à Paris en 1834. Le 23 février se produisent plusieurs affrontements, les militaires tirent sans pitié sur une foule qui clame « *Vengeance ! Aux armes ! Aux barricades !* ». Le Premier ministre Guizot est viré. Le 24 février au petit matin, les insurgés contrôlent presque tous les points stratégiques de l'est et du centre de la ville (casernes incluses, ce qui fournit des munitions). La prison de St Lazare est ouverte. Louis-Philippe dissout la Chambre, et le nouveau Premier ministre, Thiers, tente en vain de négocier une trêve. Les insurgés gagnent toujours plus de terrain, jusqu'à s'emparer de l'Hôtel de Ville, abandonné à la dernière minute par Rambuteau, le préfet de la Seine. Puis c'est le Palais-Royal qui est mis à sac, suivi de l'incendie du poste de garde de la place du Château-d'Eau, dernier rempart avant la résidence du roi aux Tuileries. Il est 13h lorsque ce dernier est sur le point d'être envahi : Louis-Philippe abdique en faveur de son petit-fils âgé de 10 ans, avant de s'enfuir. C'est le triomphe de l'insurrection. Le trône royal est trimbalé jusqu'à la place de la Bastille, où il est brûlé, tandis que les Tuileries sont jusqu'à pas d'heure le théâtre de toutes les joies et de toutes les rages : « *Pendant que les uns,*

pour assouvir de sauvages colères, se ruent sur les objets inanimés, brisent les glaces, les lustres, les vases de Sèvres, mettent en pièces les tentures, déchirent, foulent aux pieds, brûlent, au risque d'allumer un effroyable incendie, livres, papiers, lettres et dessins», nous narre une comtesse effarée³, les autres se souèlent avec les 3000 bouteilles de ses caves et engagent une saturnale indescriptible. Sous la pression du peuple en armes, la République est proclamée ce 24 février à l'Hôtel de Ville. Un gouvernement provisoire vite composé par les amis de deux journaux bourgeois d'opposition à la monarchie (*Le National* et *La Réforme*) s'autoproclame. Pour faire bonne figure et calmer la foule mécontente, ils y adjoignent tout de même un ouvrier, Albert, et un socialiste d'alors, Louis Blanc, mais sans portefeuilles ministériels.

Le 25 février sont déclarés la liberté d'association et le droit au travail. Des Ateliers nationaux (masculins) sont créés le 27 février pour contrôler les chômeurs parisiens au prétexte de leur fournir un revenu. Ils consistent à les occuper à des travaux d'utilité publique –souvent de terrassement ou de plantation– encadrés de façon militaire, et contre une paie journalière misérable. Le travail venant toujours plus à manquer, le nombre de chômeurs inscrits grimpe de 15 000 au 15 mars à près de 117 000 fin juin, avant la dissolution des Ateliers. Pour tous les autres travailleurs, un décret paru le 2 mars fixe généreusement la durée maximale du travail à 11h par jour en province, et 10h à Paris.

Comme de bien entendu, les troubles ne cessent pas pour autant de menacer les riches, et ils gagnent même peu à peu tout le territoire. A Neuilly, c'est le château de Louis-Philippe qui est forcé et pillé. A Suresnes, celui de Rothschild subit le même sort. A Lyon, les canuts attaquent les couvents. A Limoges, des ouvriers en grève s'en prennent aux patrons, et à St Etienne aux compagnies houillères. A Toulon, on s'insurge aux arsenaux contre la discipline militaire et pour de meilleurs salaires. Ailleurs

encore, on brise des presses mécaniques en renouvelant le geste des luddites anglais, tandis que des marinières et des voituriers tentent d'attaquer les gares d'un chemin de fer en expansion depuis 1840. Ici, une barrière d'octroi flambe contre les taxes municipales, là un bureau des contributions et des registres de l'impôt des boissons sont détruits. A la campagne, la police rurale renforcée par le Code forestier de 1827 est souvent chassée, les villageois se réapproprient forêts domaniales ou biens communaux, des troupes de paysans s'emparent des biens de riches particuliers (et non plus seulement des fonctionnaires d'Etat). Ajoutons pour être exacts, que dans ce tourbillon de toutes les passions, des groupes exigent aussi le renvoi des terrassiers piémontais au Sud, des travailleurs belges immigrés au Nord, ou des Juifs en Alsace. Les nouveaux préfets de la République signaleront encore quelques attaques de châteaux fin mars dans le Doubs et la Nièvre, et des «troubles forestiers» dans les Pyrénées en avril⁴. Outre-mer enfin, n'attendant pas l'arrivée du décret d'abolition de l'esclavage adopté le 27 avril, la Martinique se soulève le 22 mai (35 morts).

Revenons à présent dans le Paris de Déjacque : les 16-17 mars, 60 000 membres des bataillons bourgeois de la garde nationale manifestent contre le Gouvernement provisoire, suscitant une contre-manifestation des clubs et des corporations ouvrières de 200 000 personnes le lendemain. Cette dernière demande l'éloignement de Paris des troupes et l'ajournement des élections (de la Garde nationale et de la Constituante), ce qui est fermement rejeté.

Déjacque, tout en participant aux événements, profite des possibilités nouvelles en matière de libertés formelles pour faire imprimer ses premières publications. Une pièce en 185 vers, *La proclamation de la République*, est vite suivie d'une seconde en 94 vers, *Aux ci-devant dynastiques, aux tartuffes du peuple et de la*

liberté, qui vient attester sa rupture avec les bourgeois libéraux au pouvoir et revendiquer une autre République. Dans ses poésies sociales, il porte également les revendications de ses frères de misère : «*ce qu'il veut désormais, lui, que la faim tennaille, / C'est du pain, un abri pour celui qui travaille ; / C'est du travail pour tous, pour tous la liberté ; / C'est le gouvernement de la fraternité*»⁵.

Cette période riche en bouleversements le conduit d'abord à fréquenter l'un des 250 clubs qui se sont ouverts depuis février (il y en aura près de 400 en juin), le *Club de l'Atelier*. Fondé en mars par Corbon, député de la Seine puis vice-président de l'Assemblée Constituante, à partir de son journal *l'Atelier* (créé en 1840), ce club d'ouvriers modérés qui siège rue des Maçons-Sorbonne finit par se rallier aux Républicains bourgeois⁶. Déjacque le quitte rapidement pour rejoindre le *Club des Femmes*, fondé en avril par Pauline Roland et la fouriériste Jeanne Deroin, dans une salle de concert au 8 rue Neuve-Trévisé, sur le boulevard Bonne-Nouvelle. Alphonse Lucas, observateur policier qui constate la participation de Déjacque au *Club des Femmes*, n'oubliera pas non plus de dénigrer ses activités dans une recension publiée quelques années plus tard : il est difficile «*de se faire une idée du tapage effroyable, des cris incohérents qui accompagnaient les prédications des citoyennes clubistes. Les motions de ces dames provoquaient des interpellations d'une joyeuseté inimaginable. (...) Ce n'est, certes pas au Club des Femmes, que le jeune célibataire dont nous venons de parler serait allé chercher une épouse à sa convenance. Il aurait trouvé là sans doute beaucoup de femmes aux doigts tâchés d'encre, une infinité d'Egéries, quelques Sapho*»⁷. Déjacque, qui polémiquera plus tard contre Proudhon au sujet de l'égalité entre les genres, participe également à la rédaction de la *Voix des femmes*. Vendu à la criée dans les rues de Paris, ce journal «*socialiste et politique, organe des intérêts de tous et de toutes*» publie même en juin un de ses poèmes⁸. Il s'agit

là d'un des 1 000 journaux qui ont éclos en trois mois, et qui seront bientôt éliminés.

Le 16 avril, 100 000 Gardes nationaux de Paris et banlieue se pressent sous l'Hôtel de Ville pour défendre l'Etat «menacé par le communisme», prenant prétexte que 30 000 ouvriers sont rassemblés au Champ-de-Mars pour élire leurs officiers. Le 17 avril, cinq régiments de l'armée sont rappelés dans la ville par le gouvernement provisoire, puis défilent le 20 avril de 11h à 23h lors de la «fête de la Fraternité» (on parle ici de 400 000 uniformes !). L'ennemi commence à fourbir ses armes, Février est toujours plus loin, lorsqu'ouvriers, bourgeois et soldats s'étaient parfois alliés autour des barricades. C'est le 23 avril, à l'occasion des élections au suffrage universel masculin à la Constituante, que se produisent les premiers affrontements entre les forces de la bourgeoisie et les ouvriers socialisants. Il faut dire que sur 900 élus, 450 sièges vont à des républicains libéraux (les «républicains du lendemain»), 250 aux monarchistes (orléanistes ou légitimistes) et 200 à des républicains démocrates (les «républicains de la veille»). Aucun des candidats socialistes des clubs (Raspail, Blanqui, Cabet, Barbès, Thoré) n'est élu. A Limoges, soupçonnant des fraudes, une foule envahit la salle où s'opère le dépouillement, brise l'urne et brûle les bulletins. A Rouen, elle s'insurge les 27 et 28 avril en montant de nouvelles barricades dans les rues de Robec et Martainville, puis dans les quartiers alentours. Au second jour, l'émeute franchit la rive gauche jusque vers Elbeuf. C'est à coups de canon contre la quarantaine de barricades et en éventrant les maisons ouvrières que la résistance est vaincue. Le massacre de Rouen fait au moins 34 morts et 244 prisonniers.

Le 4 mai s'ouvre la première assemblée de la Constituante, qui remplace le gouvernement provisoire par cinq commissaires. Le

10 mai, Déjacque, toujours sans travail, se résout à s'inscrire aux Ateliers nationaux. Le 15 mai, de 40 à 100 000 ouvriers parisiens envahissent l'Assemblée nationale puis se dirigent vers l'Hôtel de Ville. Ils sont repoussés par la Garde nationale. Les principaux chefs socialistes (Barbès, Albert, Raspail, Blanqui, Sobrier, Leroux) sont rapidement arrêtés et envoyés au donjon de Vincennes avec 400 de leurs amis. *«Une chambre étroite, froide, humide, infecte, sans air et presque sans jour, fut la demeure que les membres du gouvernement républicain laissèrent à ces hommes dont l'un, la veille encore, était leur collègue et les couvrait de la popularité de son nom»*, remarque non sans ironie un témoin des événements⁹. Certains clubs sont alors fermés d'autorité, et beaucoup d'autres de fait (on leur retire l'usage gratuit des salles publiques). Les grandes assemblées enflammées continuent néanmoins en se déplaçant dans les rues et sur les places.

Juin 1848

«Ce n'était pas une émeute de boutiquiers ; c'était une révolte d'anges rebelles qui, depuis, ne se relevèrent plus. Tout ce que le prolétariat de Paris renfermait d'invincible énergie et de poésie sublime tomba dans ces jours néfastes, étouffé par la réaction bourgeoise, comme le froment par l'herbe stérile.»

Ernest Cœurderoy, *Jours d'exil I*, 1854

Les 4 et 5 juin, les élections complémentaires envoient symboliquement siéger quelques socialistes (dont Proudhon et Leroux à Paris) dans l'égout politique d'une Constituante dont la majorité reste largement libérale et conservatrice. Face à la menace qui gronde, une de ses premières lois, le 7 juin, sanctionne par 12 années de prison tout «attroupement armé» (défini comme tout rassemblement où se trouve au moins un individu armé). A partir des 19 et 20 juin, plus de 200 manifes-

tants sont incarcérés chaque soir. Le 21 juin, un arrêté en discussion depuis fin mai vide les Ateliers nationaux : les ouvriers célibataires de 17 à 25 ans sont enrôlés dans l'armée ou radiés, les non-résidents à Paris depuis plus de 6 mois sont envoyés effectuer de grands travaux de défrichage en Sologne, le travail à la tâche remplace le travail à la journée. Il est pourtant clair pour tout le monde que les 130 000 ouvriers au chômage qui y sont inscrits ne vont plus se laisser crever de faim les bras ballants. «*A l'enrôlement forcé, c'est-à-dire à l'esclavage, à l'exil en province, à la famine, les ouvriers préféraient la bataille*» résumera plus tard un observateur¹⁰. Dès la matinée du 22 juin, l'armée nomade des Ateliers nationaux se réunit spontanément par groupes de 500 et manifeste sauvagement en partant des places et des portes de la ville vers les boulevards bourgeois au cri de «*Du pain, du travail ou du plomb !*». Dans la nuit, Cavaignac, ministre de la Guerre, est nommé commandant en chef de l'armée et de l'ensemble des corps parisiens (Gardes nationale, mobile et républicaine).

L'insurrection ne se fait pas attendre. Le 23 juin à 6h, tandis que les premières barricades ont été montées dans la nuit, des milliers d'ouvriers convergent vers la colonne de Juillet 1830 érigée à Bastille, au pied de laquelle les slogans de la veille sont devenus «*la liberté ou la mort !*». Plus de 600 barricades recouvrent à nouveau les rues, les ouvriers occupent la moitié Est de Paris. Du 23 au 26 juin, les insurgés résisteront jusqu'à leur dernier souffle à une armée cette fois républicaine qui, usant des renforts de l'artillerie lourde, massacre, achève et fusille 12 000 d'entre eux. Le communiqué gouvernemental de victoire envoyé aux départements offre un résumé saisissant de la question sociale qui hante l'Etat, quels que soient ceux qui le dirigent : «*L'Ordre a triomphé de l'Anarchie, vive la République !*». Cette même question se reposera d'ailleurs vingt-trois ans plus tard, lorsque la République suivante (la IIIe) sera à son tour fondée sur un massacre, celui de

30 000 communards. Au sinistre bilan des journées de Juin, il convient également d'ajouter les 15 000 arrêtés, déportés en Algérie, ou jetés en prison sur les pontons de Cherbourg, Lorient et Brest. C'est parmi eux qu'on retrouve la trace de Déjacque. Arrêté le 7 juillet et condamné à la déportation, plusieurs de ses poèmes de 1848 sont écrits depuis le ponton *Le Triton* de Cherbourg, tandis que d'autres de 1849 seront rédigés des tréfonds des prisons de La Force et de Sainte-Pélagie. Déjacque ne sortira de cet enfer que vers mars ou mai 1849.

Entre temps, les Ateliers nationaux ont été définitivement dissous le 3 juillet, les rares clubs qui restent sont soumis à autorisation, et la presse des faubourgs est muselée par le rétablissement du timbre et du cautionnement. En septembre, la durée de travail quotidienne est allongée à 12h sur tout le territoire. Enfin, le 4 novembre, la Constitution de la IIe République est adoptée. Son préambule est aussi clair que ses fondateurs : «*elle a pour base la Famille, le Travail, la Propriété, l'Ordre public*» (article III).

Avant son exil, la bourgeoisie républicaine de gauche (qui se revendique de la Montagne) lance, dans un dernier soubresaut, un appel au soulèvement du peuple de Paris le 13 juin 1849, contre l'envoi d'un corps expéditionnaire français pour sauver le Pape Pie IX, chassé à Naples par la République romaine. C'est un échec : pourquoi une partie des ouvriers se serait-elle soulevée – au vu de sa récente expérience d'autonomie (même combattue) de février et juin –, à l'appel de cette aile gauche des mitrailleurs qui proteste maintenant au nom de la violation de la Constitution ? Ernest Cœurderoy, pourtant présent ce jour-là, écrit dans *Jours d'exil* : «*ce peuple de Paris émondé, épuisé de sang et d'espoir, n'était-il pas excusable d'abandonner ceux qui l'avaient renié l'année précédente dans la plus juste des insurrections ?*» Le 15 juin, à la rumeur que Paris se serait effectivement soulevé, c'est

par contre le quartier de la Croix-Rousse qui s'insurge à Lyon. Le canon tonne une fois encore contre des barricades : il y aura 150 morts et 1500 condamnations.

Les Lazaréennes (1851)

Malgré cette situation écrasante, Déjacque, à peine libéré, ne peut rester muet. Il publie en août 1851 un recueil d'une quinzaine de ses compositions, *Les Lazaréennes, fables et poésies sociales*. Dans ces textes, il ne cache ni sa révolte ni ses espoirs, fidèle en cela à ce printemps qui l'éveilla au socialisme. L'autodidacte utilise ainsi volontiers les termes de Prolétaire et de Capital, qui lèvent au moins le voile sur la fausse division encore prégnante entre Monarchistes et Bonapartistes d'un côté, simples Républicains de l'autre : « *Prolétaire, sous la cravache, / Sous le mors et sous l'éperon, / Tout le jour courbé sans relâche, / Produis et meurs pour le patron. / Je veux exploiter ta misère, / Je veux sous mon genou puissant / Te réduire à brouter terre. Regarde... je suis le Présent.* » (*Le Passé, le Présent, L'Avenir*, depuis la prison de Ste Pélagie, 1849) ; « *Parfois aussi le peuple, à bout de patience, / Rugit un cri de délivrance. / Mais, – vainqueur politique, – esclave social, – / Il retombe énérvé, loin du vaste idéal, / Dans sa cage d'abus, de vices, d'ignorance / Sous les chaînes du Capital...* » (*Le Lion*, 1851).

Le gouvernement de Louis-Napoléon Bonaparte, au pouvoir depuis les élections du 10 décembre 1848, fait aussitôt saisir l'ouvrage et poursuivre auteur et imprimeur pour le triple délit d'« *excitation à la haine et au mépris du gouvernement de la République* », « *excitation à la haine et au mépris des citoyens les uns contre les autres* », ainsi qu'« *apologie de faits qualifiés de crimes par la loi pénale* » (les journées de Juin). La destruction du livre est ordonnée par arrêt de la Cour d'assises de la Seine le 22 octobre

1851. J-B Prosper Beaulé, son imprimeur, est condamné à six mois de prison et 2000 francs d'amende, Déjacque à deux ans de prison et 2000 francs d'amende. Il choisit alors l'exil, rejoignant Londres début 1852 en passant par Bruxelles.

Londres (1852)

Installé à Soho, il se lie avec d'autres exilés, dont l'ouvrier Didier et Gustave Lefrançais – futur membre de la Commune de mars 1871 (qui votera contre la création du Comité de salut public) et de la Fédération jurassienne, puis participant au Congrès de l'Internationale antiautoritaire de Saint-Imier en 1872. Ensemble, ils fondent *La Sociale*, une société d'entraide qui essaie de faire front contre les exilés libéraux et républicains, anciens massacreurs d'Avril et Juin chassés à leur tour du pays par plus réactionnaires qu'eux (le coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte date du 2 décembre 1851). La guerre sociale déclarée trois ans plus tôt à Paris continue de battre son plein à Londres. Déjacque se refuse à tout oublier au nom d'une condition commune de fugitifs où les classes se reforment aussitôt, entre l'extrême pauvreté dans laquelle se débattent ceux qui n'ont pas d'appui ou de fortune personnelle, et les autres.

Le 24 juin 1852, devant toute la communauté des exilés de Londres, il fustige en public Ledru-Rollin et Louis Blanc, anciens membres du gouvernement provisoire, en lisant un poème lors de l'enterrement du proscrit Goujon. Cet épisode, son ami Gustave Lefrançais le raconte avec gourmandise : «*Un de nos camarades, l'ouvrier Goujon, de Beaune, est mort d'une phtisie contractée lors de son arrestation à la suite du 2 Décembre et que les brouillards de Londres, combinés avec la misère, ont développée avec une effrayante rapidité. Tous les proscrits ont été convoqués à son enterrement – le premier depuis le coup d'Etat.*

La bière était recouverte d'un serge rouge, afin que la population de Londres sût bien que c'était le convoi d'un proscrit français. Goujon fut enterré à Hampsted – au nord de la ville.

C'était précisément le 24 juin 1852, quatrième anniversaire de la grande bataille socialiste.

Ledru-Rollin, Louis Blanc, Caussidière, Félix Pyat, Nadaud, les deux Leroux, Greppo, Martin Bernard – tous ex-représentants du Peuple [députés] – marchaient en tête du cortège et se trouvèrent ainsi placés au premier rang de la fosse dans laquelle – sans autre cérémonie religieuse – on descendait le corps de notre pauvre camarade.

Nadaud prononce quelques mots d'adieu, après lesquels les assistants s'apprêtent à partir.

Tout à coup émerge un homme, jeune encore et pourtant déjà presque chauve, la figure hâve et blafarde, au regard à la fois triste et narquois, véritable type enfin de prolétaire parisien.

Les républicains bourgeois, dont il a flagellé maintes fois le lâche égoïsme dans les réunions de proscrits, ne le connaissent que trop. Pressentant ce qui va se passer ils tentent de se retirer, mais les assistants se sont resserrés : impossible de partir. Ils étaient à l'honneur, ils seront à la peine : ils doivent s'y résigner.

Le colleur de papier, Déjacque, le poète des misérables, relie cette scène à l'anniversaire de Juin 1848 et lance aux mitrailleurs des prolétaires [une] vigoureuse apostrophe».

«Littéralement épouvantés par ces paroles vengeresses, prononcées d'une voix stridente, presque sauvage, les ex-dictateurs de 1848, Ledru-Rollin et Louis Blanc, se retirent mornes et sans trouver un mot à dire, eux qui, cependant, n'ont jamais manqué jusqu'alors de faire leur propre apologie.

Le maçon Nadaud et quelques autres fanatiques de l'auteur de l'Organisation du travail [L. Blanc], oubliant que, l'heure venue, leur idole a lâchement abandonné ceux dont il était l'apôtre avant

Février, reprochent à Déjacque son “incartade intempestive” qui va réveiller les discordes assoupies devant l’ennemi commun.»¹¹

Peu de temps après, lors d’une réunion dans Holdborn, Déjacque signale l’empressement avec lequel la plupart des proscrits ayant quelque fortune partent de Londres pour Jersey «*afin de n’être pas navrés du spectacle de la misère de leurs camarades*», mais «*surtout afin d’éviter de leur venir en aide*». Certes, il existe bien une caisse alimentée par les dons envoyés de tout le territoire, mais cette *Commission de répartition* des fonds (quatre pauvres shillings par semaine) sert surtout à entretenir la clientèle des politiciens de l’exil. Déjacque précise que «*les souscriptions fraternelles, envoyées de Paris et des départements, eussent pu, – bien employées, sans doute, – assurer du travail et du pain à tous les nécessiteux. Mais des sociétés, dites de secours mutuels, accaparèrent les fonds, et sous la direction de la cohue des chefs révolutionnaires et de leurs satellites, des sommes énormes furent gaspillées au grand détriment de la dignité et de l’activité des travailleurs. Les soleils déchus, qui aspirent encore aux sphères gouvernementales, attirèrent dans leur cercle et firent graviter autour d’eux nombre de réfugiés désorientés, d’invalides forcés ou volontaires du travail ; et toutes ces infirmités globulaires, – ventres vides, bouches affamées, esprits et cœurs timorés, devinrent le cortège obligé de ces astres de la Dictature en exil. Les Prétendants à l’autorité ont toujours en grande vénération cette maxime ante-diluvienne : démoraliser pour régner. Afin de pouvoir prendre impunément des allures de maîtres, il faut bien créer des natures d’esclaves.»¹²*

Jersey (1852-54)

«Le flot le porta en Angleterre, et puis sur ce rocher. Il croyait apparemment trouver l’égalité dans la proscription. Il y trouva des riches et des pauvres, et le voilà portant sa misère la menace à la bouche»

Pierre Leroux, *Le rocher de Samarez*, 1863¹³

Fin 1852, Déjacque rejoint à son tour Jersey pour continuer sa bataille. Le 26 juillet 1853, lors de l'enterrement de Louise Julien, une proscriète du Belleville populaire morte phtisique des suites de la prison, il prend la parole contre la vedette Victor Hugo. Rappelons que si Hugo est alors en exil volontaire depuis un an et demi pour s'être opposé au coup d'Etat de Bonaparte de 1851, nombre de gueux ne peuvent oublier une vie passée aux côtés de tous les pouvoirs : début 1848, Hugo a 46 ans, il est chevalier de la Légion d'Honneur et académicien. Nommé pair de France en 1845 par Louis-Philippe, il est partisan d'une régence de la duchesse d'Orléans à la chute de ce dernier en février 1848. Elu député à partir de mai, il siège avec la droite conservatrice, et prendra personnellement part aux massacres de juin en menant les forces gouvernementales à l'assaut des barricades du Temple et du Marais. Par la suite, le vicomte Hugo écrira dans le journal *L'Événement* (n°94) de novembre : «*l'insurrection de Juin est criminelle et sera condamnée par l'histoire, comme elle l'a été par la société*». En décembre, il soutiendra logiquement la candidature du prince Louis-Napoléon Bonaparte à la Présidentielle contre les différents candidats républicains. Comme le pointe un partisan du Droit à la paresse, «*la fougueuse liberté de Hugo était un humble bidet, qu'il remisait dans l'écurie de tous les gouvernements*»¹⁴. Mais n'en jetons plus, car il n'est pire aveugle que celui qui ne veut voir. En ce mois de juillet 1853 donc, non content d'exprimer l'impossibilité d'une quelconque réconciliation avec les bourreaux de Juin, tout républicains qu'ils soient, Déjacque va plus loin et exprime à cette occasion la force de l'individu face à toute délégation : «*Plus tard, à Jersey, je prononçais un autre discours comme protestation d'une décision prise en assemblée générale des proscrits, et qui investissait Victor Hugo du mandat de parler seul, et au nom de tous, aux funérailles de Louise Julien, une proscriète. Que Victor Hugo parle en son nom à lui, et comme simple*

individu, sous sa responsabilité personnelle, rien de mieux ; mais en mon nom et malgré moi encore, c'est un droit qu'il n'a pas et qu'il ne peut avoir, pas plus que je n'ai celui de parler au nom des autres, les autres fussent-ils assez crétins pour m'en donner mandat. Prétendre traduire la pensée, toute la pensée, rien que la pensée des autres, témérité insolente ! – Le croire, absurdité collective !»¹⁵

Son passage à Jersey permet surtout à Déjacque d'affiner ses idées, même s'il ne rencontre que de maigres possibilités de divulguer sa pensée. C'est ainsi que va naître *La question révolutionnaire*, rédigée fin 1852/début 1853, qui est certainement le fruit de discussions avec quelques complices d'exil, comme Nicolas-Auguste Seigneuret¹⁶. Avec ce texte forgé dans l'adversité et nourri des débats entre les différentes chapelles républicaines bourgeoises (partisans de Ledru-Rollin et de Blanc) et socialistes autoritaires (partisans de Pyat, Blanqui, Leroux et Cabet principalement), Déjacque développe pour la première fois clairement des idées anarchistes. On les retrouve dès le premier chapitre de *La Question révolutionnaire* : «*Abolition du gouvernement sous toutes ses formes, monarchique ou républicain, suprématie d'un seul ou des majorités ; Mais l'anarchie, la souveraineté individuelle, la liberté entière, illimitée, absolue de tout faire, tout ce qui est dans la nature de l'être humain*». A cette définition de la révolution, il ajoute immédiatement l'abolition de la religion, de la propriété personnelle, de la famille, l'affranchissement des femmes et l'émancipation des enfants, l'abolition de l'autorité et du privilège. Dans ce qui deviendra une brochure de 64 pages l'année suivante, Déjacque entend répondre au moins partiellement aux différents projets de sociétés autoritaires, aussi élabore-t-il une série de 16 articles nommés *législation directe*, «*comme transition pour arriver à l'anarchie*». Le pays y serait par exemple organisé sur la base de communes fédérées entre elles, l'armée supprimée,

etc. Conscient du côté périlleux d'un exercice qui tombe vite dans l'alternative, il précise cependant 18 mois plus tard à l'occasion de l'impression du texte à New-York : *«Il est bien entendu que si je parle ici de législation, c'est que dans ma pensée ne s'est pas encore fait jour, que je n'entrevois nulle autre part un plan complet d'organisation de la société absolument destructive de la légalité. Le jour où cette organisation me sera connue, non seulement j'abandonnerai cette idée de législation, mais encore je serai le premier à la combattre. (...) Puisse [ce passage sur la législation directe], par la critique que les hommes sincères, les anarchistes de bonne foi en feront, faire émettre et produire un système entièrement dégagé de l'empreinte du passé»*. Suivant la limite critique que pose d'emblée l'auteur lui-même, nous n'avons pas reproduit dans ce livre l'entièreté de *La question révolutionnaire*, lui préférant les notes rédigées après son départ de Jersey, et son récit de la polémique qui a suivi leur première lecture publique.

Fin 1853, toujours en proie à d'immenses difficultés économiques, Déjacque se décide donc à migrer au-delà de l'Atlantique, vers cette Amérique qui vit toujours sur sa réputation de pays demandeur de main-d'œuvre étrangère. A Londres comme à Jersey, la probabilité qu'un proscrit français trouve un emploi n'a pas changé, elle reste quasiment nulle s'il n'est pas tailleur, cuisinier ou cordonnier. Un exilé de la journée du 13 juin 1849, François Pardigon, résumera en deux mots la situation des sans le sou comme Déjacque : *«Dans ce gîte assuré, un seul ennemi, le plus implacable il est vrai, peut encore relancer la proscription au repos. Cet ennemi est la faim. Et aussitôt plusieurs de la troupe se remettent en marche sur les voies tracées par l'émigration irlandaise et naviguent vers les Etats-Unis»*¹⁷.

New-York (1854-1855)

À la fin du printemps 1854, Déjacque rejoint la colonie française de New York. En juin, il se fait immédiatement connaître des milieux de réfugiés par une lecture publique du manuscrit de *La question révolutionnaire*, suivi des *Notes* qu'il a rédigées entre-temps. Son exposé dans la salle de conférences des *Amis de la Montagne* fait scandale, ses pensées sont condamnées comme « *antisociales* ». Il se trouve en effet en présence de ses vieux adversaires, bourgeois républicains comme démocrates, qui ont formé aux Etats-Unis diverses associations et possèdent leur propre presse. La *Société de la République universelle, la Montagne* qui s'offusque de son brûlot, est ainsi de la même obédience politique que la fraction parlementaire des assemblées de la deuxième République dont elle a emprunté le nom.

Déjacque entame contre eux une polémique dans la logique de sa lutte engagée dans les milieux de l'émigration depuis son exil à Londres. Il ne ménage pas ses railleries, les accusant d'apporter leur appui au gouvernement, parce qu'il leur octroie les privilèges qui les font vivre : « *Pauvres porte-cocardes ! qui vous croyez sérieux parce que vous ne vous mirez que dans l'œil des niais, comptez-vous donc que le peuple sera toujours assez bonasse pour prendre les marionnettes pour des hommes, et ne pas s'apercevoir, à la grosseur des ficelles, que ce n'est ni la cervelle, ni le cœur qui les font agir ?* ». En juillet 1854, ayant trouvé du travail comme ouvrier colleur, *La question révolutionnaire* peut enfin paraître sous forme de brochure.

En 1855, c'est aux côtés d'autres exilés français aux Etats-Unis comme Pelletier, Tufferd, Debuchy, Leseine et Montfalcon qu'on le retrouve pour signer le manifeste inaugural de *L'Association internationale (1855-1859)* qui se crée à Londres. Au sein de cet « *ultime et plus important maillon dans la chaîne de manifestes*

tations internationales de trente années qui précède la fondation de la Ière Internationale en 1864», les membres rejettent d'emblée tout compromis avec la bourgeoisie : « ce que nous avons à faire, c'est de ne nous en rapporter à personne qu'à nous-mêmes. La fraternité n'est qu'une illusion stupide, là où la société est organisée en classes ou en castes... ».

Cette même année, Déjacque se fixe à la Nouvelle-Orléans, en Louisiane.

Nouvelle-Orléans (1855-1858)

«J'ai vu encore plus atroce, des dogues dressés à la chasse aux nègres-marçons, chiens aussi féroces que leurs maîtres, et à qui on abandonne de temps à autre la chair d'un noir fugitif; comme dans la chasse à la bête fauve, on abandonne les entrailles de la victime à la meute avide de sang fumant et de chairs chaudes.»

Le Libertaire n°3, 16 juillet 1858

Dans cette Louisiane qu'il exècre en tout point à cause de l'esclavage bien sûr, mais aussi de l'étroitesse d'esprit et du conservatisme de la société créole, il fréquente un petit cercle d'amis et de compagnons comptant quelques dizaines de personnes, tout en continuant d'utiliser son peu de temps libre pour écrire. A l'occasion d'un banquet marquant l'ouverture d'un bar de la rue Gravier, il porte publiquement un toast qui aurait pu lui valoir le lynchage dans n'importe quelle ville du Sud : *«A l'affranchissement de tous les hommes, NOIRS ou blancs. A la communion libre et égalitaire des producteurs de tous sexes et de toutes races au banquet social»*. De même, après en avoir donné lecture dans les salons d'une «beer house» rue Royale, il essaiera de faire publier un pamphlet nommé *La Terreur aux États-Unis*. Ses tentatives pour réunir des fonds à cet effet se solderont par un échec, face à l'hostilité des autorités et de la bonne société locale¹⁸.

En décembre 1856, Déjacque lance un nouvel appel à souscription, cette fois pour sortir une seconde édition considérablement augmentée de ses poésies sociales, *Les Lazaréennes*, celles qui lui ont valu deux années de prison en 1851. Bien qu'il n'ait reçu que quatre réponses favorables, il parvient à les publier en mars 1857 grâce à des emprunts. Sa préface conclut amèrement qu'«*aussi, –ouvrier du bras et ouvrier de la pensée,– le travail de nécessité de mes jours devra-t-il payer le travail de luxe de mes nuits*». Sur les 200 pages de l'ouvrage, nous avons retenu quelques poèmes et fables qui donnent une idée de ses compositions, et aussi un texte sur la *Situation de l'Europe* paru l'année précédente (juin 1856) dans un journal du coin. C'est l'un des premiers articles de Déjacque dont nous disposons, deux années avant la parution du premier numéro du *Libertaire*. On le voit déjà attentif aux guerres qui déchirent le vieux continent, de la Hongrie à l'Italie, commentant en internationaliste celle de Crimée entre les alliés franco-anglais et la Russie, avec une conclusion sans équivoque : «*Tant qu'il y aura des riches et des pauvres, des oppresseurs et des opprimés ; tant qu'il y aura des gens pour faire la loi et d'autres pour la subir ; tant qu'un homme enfin pourra sentir s'appesantir sur lui la volonté d'un autre homme, la paix, croyez-le, sera chose irréalisable, et il n'y aura de réel dans les sociétés que la guerre, la guerre avec tous ses désastres, la guerre avec toutes ses horribles conséquences.*»

Deux mois après *Les Lazaréennes*, il sort en mai 1857 un petit pamphlet de onze pages, *De l'Etre Humain mâle et femelle* (*Lettre à P.J. Proudhon*). Dans la continuité de sa participation au *Club des Femmes* d'avril/mai 1848, il pointe férocement l'antiféminisme réactionnaire de Proudhon, le théoricien français de l'anarchisme le plus connu de l'époque. C'est à cette occasion que Déjacque créera à partir du mot «liberté» un de ces néologismes dont il était coutumier : «libertaire» (comme on pouvait trouver

à l'époque «fraternitaire»). Il emploie bien sûr «libertaire» en opposition à «autoritaire» et à «libéral», mais aussi comme un nouveau synonyme d'«anarchiste» qui deviendra l'année suivante le titre de son journal : « Le Libertaire *n'est pas un libérateur ; il n'est pas de ceux qui rendent l'autorité pour la liberté, mais tout au contraire, la liberté envers et contre l'autorité.* »¹⁹

En août 1857, Déjacque sort un second pamphlet à la Nouvelle-Orléans, *Béranger au Piloni*, dans lequel il s'attaque au célèbre chansonnier qui vient de décéder en juillet, cet «empoisonneur public» célébré au Palais de l'Élysée par 800 chanteurs et musiciens des rues en 1848, où il faisait partie de la commission des secours créée par le gouvernement provisoire. Très longtemps on a cru ce texte perdu, avant qu'un exemplaire ne soit retrouvé en 2002 au fin fond d'une bibliothèque de Bâton-Rouge, en Louisiane. Précédant un autre anarchiste iconoclaste –Libertad et son *Culte de la charogne* d'octobre 1907–, Déjacque commet dans *Béranger au pilori* le suprême sacrilège de profaner un cadavre encore chaud, bravant avec délectation un bon sens chrétien alors le mieux partagé du monde, y compris parmi nombre de révolutionnaires («*Arrière, fantômes ! chiens de civilisés, arrière ! Laissez-moi descendre dans ce caveau. Je veux ce cadavre*»). Inutile peut-être de préciser que ce Béranger encore chanté aujourd'hui par des chorales en mal d'airs populistes et quelques artistes branchés, a fait l'objet de funérailles nationales par Napoléon III en 1857, et qu'il s'était placé du bon côté du manche en 1848.

Enfin, cette même année 1857, Déjacque écrit *L'Humanosphère, utopie anarchique*, ouvrage qui restera longtemps le plus connu, et l'un de ses rares textes à être réédité (des extraits sont traduits dès 1890 par Max Nettlau en allemand dans le *Freiheit* de New-York ; Elisée Reclus en sort une version expurgée à Bruxelles en 1899). Dans cette utopie forcément plus athée, fantaisiste

et égalitaire que celle de Fourier à laquelle on l'a initialement comparée, Déjacque décrit avec verve une société «*sans foi ni loi*» en 2858. Dans cette sorte de «*phalanstère, mais sans aucune hiérarchie, sans aucune autorité ; où tout, au contraire, réalise égalité et liberté et fonde l'anarchie la plus complète*», il développe aussi des critiques ébauchées cinq ans auparavant dans *La question révolutionnaire*, comme par exemple sur l'éducation ou l'amour libre, tout en continuant par contre de faire confiance au progrès technique pour alléger le fardeau du travail humain.

On se tromperait pourtant à n'y voir qu'un simple exercice littéraire qui se rattacherait au genre lancé en 1516 par le conseiller puis Chancelier du roi Henri VIII, Thomas More. Depuis quelques années en effet, certains cadavres universitaires se plaisent à disséquer *L'Humanisphère* pour le mettre en balance avec les classiques du genre, procédant à de savantes analyses rétrospectives sur les points communs novateurs et les limites (scientistes ou moralistes) des «utopies» des uns et des autres. Cette manière de figer le texte de Déjacque dans un passé révolu oublie qu'il n'ébauchait pas une illusoire description de l'avenir, mais que son texte s'inscrivait lors de son écriture au sein de la guerre sociale du moment. Il n'imagine pas un ailleurs stérile et fantasmagorique, mais jette sauvagement ce pour quoi il se bat dans un présent à subvertir. *L'Humanisphère*, «*rêve non réalisé mais non pas irréalisable*», ne peut être lu comme une trace des douces naïvetés de la moitié du XIXe siècle, précisément parce qu'il s'agit de la violence d'une possibilité toujours ouverte. Une possibilité qui, brisant le continuum de l'histoire, n'attend que de rencontrer les ruptures de *ce* présent-ci. C'est un réservoir où l'on peut encore et toujours puiser des munitions pour armer le combat anarchiste vers la liberté de toutes et tous : «*Ce livre n'est point un écrit, c'est un acte. Il n'a pas été tracé par la main gantée d'un fantaisiste ; il est pétri avec du cœur et de la logique, avec du sang et*

de la fièvre. C'est un cri d'insurrection, un coup de tocsin tinté avec le marteau de l'idée à l'oreille des passions populaires. C'est de plus un chant de victoire, une salve triomphale, la proclamation de la souveraineté individuelle, l'avènement de l'universelle liberté ; c'est l'amnistie pleine et entière des peines autoritaires du passé par décret anarchique de l'humanitaire Avenir. Ce livre, c'est de la haine, c'est de l'amour !...» (Déjacque, qu'est-ce que ce livre ?).

Ce n'est d'ailleurs peut-être pas un hasard si cet «acte» qui revient vers notre présent comme un rendez-vous mystérieux entre les générations, a été réimprimé pour la première fois dans son intégralité au tout début d'une décennie qui allait pouvoir en saisir toute la force (en décembre 1970). Epuisé depuis longtemps, à l'image des années de pacification qui ont suivi, ce texte a été réédité il y a peu, et ce n'est peut-être pas non plus tout à fait un hasard. D'un côté, on pourrait se réjouir car cela nous a dispensé de le faire ici, mais d'un autre, on remarquera que par une de ces ruses dont l'histoire a le secret, c'est dans les rets d'un ramassis d'artistes subventionnés flairant l'électricité de l'air que *L'Humanisphère* a échoué : entre un texte d'Ultralab, collectif «aux frontières de l'art, de la science et de la communication», et l'utopie pondue par Louis Sébastien Mercier, député girondin qui a voté en 1793 contre la mort du roi. Bel exemple d'une époque qui tente de sauver les meubles en neutralisant préventivement tout germe de subversion tant qu'elle le peut encore ! Quant à nous, nous en resterons là pour le moment, en insérant pour commencer la longue *Note à L'Humanisphère* parue dans le n°8 du *Libertaire* (20 novembre 1858) sous le titre *Les Extrêmes*.

Le Libertaire (1858-1861)

«Alors que Bakounine avisait aux moyens de fuir la Sibérie où la bienveillance de son tsar l'avait parqué, un ouvrier colleur de papiers, Déjacque, réfugié à New-York, définissait l'anarchisme avec une acuité de vue merveilleuse : il ne s'est pas contenté d'en avoir une fugace compréhension, il l'a embrassé dans toute son ampleur»

Emile Pouget, 1894²⁰

Revenant à Déjacque, ce dernier lance en février 1858 à la Nouvelle-Orléans un appel international à souscription pour le tirage du manuscrit de *L'Humanisphère*, ajoutant pour finir : «je suis ouvrier, c'est dire que je ne puis compter sur le produit de mon travail pour payer les frais d'impression de ce nouvel ouvrage». Son appel se solde comme les précédents par un échec, et il repart définitivement pour New York, espérant peut-être y rencontrer plus de complices. A l'aide de quelques fonds recueillis auprès d'une trentaine de réfugiés et de sympathisants locaux, il pense alors trouver une solution en lançant le 9 juin *Le Libertaire, journal du mouvement social*, imprimé à 1000 exemplaires sur quatre pages grand format, et vendu au prix de cinq cents. C'est ainsi que *L'Humanisphère* sortira finalement sous forme de feuilleton dans les seize premiers numéros.

Aux difficultés financières récurrentes, s'ajoute désormais un manque de temps : *Le Libertaire* est le fruit des nuits de veille de son unique rédacteur, si bien que les mois d'été, où l'ouvrage est abondant, le journal paraît plus irrégulièrement («le rédacteur du Libertaire est pour le moment harassé de fatigue physique, et par conséquent incapable de penser et d'écrire. C'est pour lui l'heure de la moisson ; et, moissonneur de l'industrie, il abat le plus de besogne qu'il peut ; il sue, au temps des chaleurs, à glaner quelques dollars tombés de la gerbe d'or du planteur industriel, son maître, afin de se préserver, s'il est possible, au temps du chômage, de la faim et

du froid», *Le Libertaire* n°25, 17 août 1860). Le journal ne suit donc pas le rythme annoncé d'au moins un numéro par mois, même si vingt-sept d'entre eux sortiront tant bien que mal entre juin 1858 et février 1861. En outre, malgré sa volonté de le tirer en plusieurs langues, Déjacque, devant sa méconnaissance de la langue anglaise et le peu de collaboration qu'il rencontre, est contraint de le publier exclusivement en français.

Quant au contenu du *Libertaire*, en plus de *L'Humanisphère* ou du suivi de la situation en Europe, il apporte notamment ses commentaires sur la situation locale. Déjacque résume son expérience malheureuse en Louisiane dans l'article *La Nouvelle-Orléans*, et reproduit à plusieurs reprises des extraits de *La Revue de l'Ouest*, un hebdomadaire publié sur place à St Louis (non sans polémiquer avec son directeur, Cortambert, pour défendre la non-existence de Dieu). Dans *La Guerre servile* ou *Meurtre pour Meurtre*, il s'enthousiasme de la tentative d'insurrection de John Brown en Virginie pour soulever les esclaves (1859), et dans *La Question américaine*, long article couvrant les trois-quarts du 27^e numéro, il s'interroge sur l'état de l'Union à la veille de la guerre de Sécession. Enfin, *Le Libertaire* diffuse certains articles de la revue *L'Espérance*, que Pierre Leroux lui envoie de Jersey, ou de journaux socialistes de Belgique, et propose régulièrement des comptes-rendus de l'action de l'*Association internationale*.

A partir de 1859, il s'appuie sur un mince réseau de correspondants aux États-Unis et en Europe, où il parvient par l'intermédiaire de publications amies : le *Bien-Être Social* et le *Prolétaire*, édités par des réfugiés français à Bruxelles, le *Bulletin International* de Londres, ou le *Carillon St Gervais* de Suisse. Quant aux numéros destinés au Sud des États-Unis (80 exemplaires pour la Nouvelle-Orléans), ils n'arrivent pas toujours à destination, souvent confisqués par les autorités locales.

En plus du *Libertaire*, Déjacque continue toujours de participer aux manifestations, fêtes et banquets organisés par l'*Association internationale*, dont la section française prend dès juin 1858 un tournant plus révolutionnaire. Au cours d'une assemblée réunie le 22 septembre pour commémorer la première République française, l'anarchiste développera par exemple les nécessités de rompre avec «*la République comme la voulaient nos pères*», celle de 1793. «*Oui, tout homme, de n'importe quel âge ou quel sexe, a le droit de détruire tout ce qui l'opprime, empereur, mari, éducateur, patron, le soldat qui le fusille comme le magistrat qui l'encellule, le boutiquier qui falsifie les aliments de son corps, comme le prêtre qui empoisonne son esprit. (...) Et le jour où nous serons insurgés collectivement, ce ne sera pas par le tribunal et l'échafaud que nous ferons tomber la tête des chefs et des maîtres, des empereurs et des patrons, c'est en les poursuivant la fourche aux reins comme des chiens enragés*» (*Le Libertaire* n°7, 25 octobre 1858).

En 1860, seuls 6 numéros du *Libertaire* sortent de manière sporadique. Déjacque ne parvient plus à vivre de son métier de colleur de papiers-peints et de peintre en bâtiment. Alors que la crise économique et politique (on est à la veille de la guerre de Sécession) s'aggrave aux Etats-Unis, il renonce en fin d'année à se battre quotidiennement pour assurer la survie de son journal. Un ultime numéro sort en février 1861, avant qu'il ne rentre à Paris à la faveur de l'amnistie de l'année précédente. Dans une lettre adressée à Pierre Vésinier le 20 février 1861, la veille de son départ, Déjacque confie avoir «*la nostalgie non pas du pays où je suis né, mais du pays que je n'ai encore entrevu qu'en rêve, la terre promise, la terre de liberté*».

Toujours dans la misère, il sombre dans la folie et meurt à 43 ans en 1864 à Paris, sept ans avant la Commune. Bakounine vient

de quitter Londres pour Florence et Naples, Cœurderoy s'est suicidé deux ans plus tôt près de Genève.

Les mauvais jours finiront

Notes

1. Joseph Déjacque, *La proclamation de la République (chant patriotique)*, (mars ?) 1848, 4 p.
2. Laurent Louessard, *La révolution de juillet 1830*, Spartacus, novembre 1990, 256 p.
3. La comtesse Marie d'Agoult (1805-1876) sous le pseudonyme de Daniel Stern, *Histoire de la révolution de 1848*, tome I, Charpentier, Paris, 1862 cité par Maurizio Gribaudi et Michèle Riot-Sarcey, *1848 la révolution oubliée*, La Découverte (Paris), octobre 2008 - rééd. coll. Poche, septembre 2009, p.50
4. Exemples rapportés par l'ex-stalinien reconverti en démocrate libéral Maurice Agulhon, *1848 ou l'apprentissage de la République (1848-1852)*, Seuil, 1973 (1992 mis à jour), Paris, pp.59-60 et 63
5. Joseph Déjacque, *Aux ci-devant dynastiques, aux tartuffes du peuple et de la liberté*, mars 1848, 4 p.
6. C'est ainsi qu'il participe à son journal *l'Atelier*, «organe spécial de la classe laborieuse, rédigé par des ouvriers exclusivement», et se retrouve le 25 février 1848 parmi les signataires de l'affiche *Aux ouvriers*, qui appelait ces derniers à cesser de détruire les presses mécaniques et autres machines industrielles ! Voir Un garde national, *Journées de l'insurrection de juin 1848 ; précédées des Murs de Paris (journal de la rue, collection des principales affiches apposées de février à juin 1848)*, L. Janet (Paris), 1848, p.28
7. Alphonse Lucas, *Les clubs et les clubistes : histoire complète, critique et anecdotique des clubs et des comités électoraux fondés à Paris depuis la révolution de 1848*, E. Dentu (Paris), 1851, pp.136-137
8. *Une heure aux Tuileries* in *La Voix des Femmes*, n°45, 15 juin 1848
9. Louis Ménard, *Prologue d'une révolution (février-juin 1848)*, E. Boutruche (Paris), mars 1849 - rééd. La Fabrique (Paris), novembre 2007, p.188
10. Victor Marouck, *Juin 1848*, Librairie du Progrès (Paris), 1880 - rééd. Spartacus, mai 1998, p.26

11. Gustave Lefrançais, *Souvenirs d'un révolutionnaire : Sur la question sociale et politique en France (1844-1871)*, Bruxelles, 1902 (1886-87) - rééd. Ressouvenances (Œuvres), octobre 2009, pp. 203-205

12. Joseph Déjacque, *Les Lazaréennes, fables et chansons, poésies sociales* (seconde édition augmentée), La Nouvelle-Orléans (Etats-Unis), mars 1857, note X p.188-189

13. Pierre Leroux, *La grève de Samarez (Poème philosophique), Livre II. Le rocher des proscrits*, librairie E. Dentu (Paris), 1863, p.159

14. Paul Lafargue, *La légende de Victor Hugo*, juin 1885 - rééd. Actes Sud (coll. Babel), Arles, octobre 2000, p.54

Lafargue précise : «*Hugo a été un ami de l'ordre : il n'a jamais conspiré contre aucun gouvernement, celui de Napoléon III excepté, il les a tous acceptés et soutenus de sa plume et de sa parole et ne les a abandonnés que le lendemain de leur chute.*» (p.39)

15. Joseph Déjacque, *Les Lazaréennes*, op. cit., note VII p.186

16. Déjacque et Seigneuret sont décrits ensemble lors de longues conversations à Jersey par Pierre Leroux dans *La grève de Samarez* (op. cit.). En avril 1849, Louis-Auguste Seigneuret avait été condamné par coutumace par la Haute Cour de Bourges à la déportation, comme Louis Blanc, suite à la journée du 15 mai 1848 (envahissement de l'Assemblée). Lors de ce procès, Barbès et Albert prendront –eux– la déportation à vie pour «*double attentat ayant eu pour but de renverser le gouvernement et d'exciter à la guerre civile*», Blanqui 10 ans, Sobrier 7 ans, Raspail 6 ans, Flotte et Quentin 5 ans.

17. François Pardigon, *En guise de Préface in Episodes des journées de juin 1848*, Paris, juin 1852 - rééd. La Fabrique (Paris), mai 2008, p.100

18. Karine Pichon, *Notice Joseph Déjacque* dans Michel Cordillot, *La sociale en Amérique : dictionnaire biographique du mouvement social*, L'Atelier (Paris), 2002, p.143

19. *Beaucoup d'appelés et peu de venus* in *Le Libertaire* n°1, New York, 9 juin 1858

Voir aussi Valentin Pelosse, *Joseph Déjacque et la création du néologisme «libertaire» (1857)* in Economies et Sociétés (Cahiers de l'institut de science économique appliquée), tome 6, n°12, 1972

20. Au cours de son exil à Londres en 1894, Emile Pouget avait envisagé de consacrer une étude à Déjacque. Ses notes et commentaires ont été archivés à l'IFHS dans le Fonds Delesalle, «Manuscrits sur Déjacque».

Citation dans Gaetano Manfredonia, *La chanson anarchiste en France des origines à 1914*, L'Harmattan (Paris), 1997, p.329 note 10

TABLE DES MATIÈRES

<i>Déjacque, ou la passion anarchiste</i>	5
<i>I. La question révolutionnaire</i>	
Polémique	35
Conclusion	40
Notes	44
<i>II. De l'être-humain mâle et femelle</i>	
Lettre à P.J. Proudhon	51
<i>III. Béranger au pilori</i>	
67	
<i>IV. Les Lazaréennes</i>	
La Bûche et la Scie	83
L'huître et la perle	84
Le Concussionnaire-Loup et le Voleur Agneau	85
Situation de l'Europe	88
<i>V. Le Libertaire</i>	
Le Libertaire	97
La Nouvelle-Orléans	101
Le socle de Pasquin	112
A Moi !	122
Mandrin et Bonaparte	125

Les Extrêmes, note à l' <i>Humanisphère</i>	127
Février 1848	135
L'Autorité - La Dictature	145
La guerre servile	159
Italiens !	167
Prologue d'une Révolution. Les suppliciés	174
Meurtre pour meurtre !	178
La blanche orgie	179
La question américaine (extrait)	180
V. Lettre à Pierre Vésinier	187
<i>Annexes</i>	
Ernest Cœurderoy	199
Auguste Blanqui	207
<i>Sources & bibliographie</i>	217